

Questionnaire TDIE

Réponses de Madame Eliane Romani

Il est temps pour l'écologie et la justice sociale en Grand Est

1. **(Défis et objectifs) Quels seront les principaux défis que devra relever votre région pour les sept prochaines années, quels objectifs donnez-vous à la politique des transports pour contribuer à la mise en œuvre de votre projet de développement régional ?**

La majorité des habitant.e.s du Grand Est dépendent encore de l'automobile pour leurs déplacements et l'essentiel des marchandises se retrouvent, elles aussi, sur les routes. Congestion, handicap économique, temps perdu, gâchis énergétique, pollution, impacts sur la santé et la sécurité, le secteur des transports représente 20% des émissions de gaz à effet de serre. Il est urgent de changer de modèle.

La région est l'autorité organisatrice des transports qui représente son 2ème plus gros poste budgétaire. Elle a donc tous les leviers pour agir, en particulier sur le ferroviaire et les transports interurbains. Pourtant, les lignes ferroviaires de proximité continuent de fermer, laissant des territoires entiers sans solution de transports en commun, tandis que l'ouverture à la concurrence est présentée comme une solution miracle.

Nous privilégions à l'inverse des transports qui soient publics, décarbonés et accessibles à tous.

Notre objectif est de sortir de la dépendance à l'automobile, en rendant accessible à toutes et tous des transports en commun de qualité, en investissant dans les mobilités du futur et en abandonnant les grands projets d'infrastructures d'un autre temps (aéroports, infrastructures routières, etc). Il s'agira d'offrir à tous.les les citoyen.ne.s une alternative sûre, fiable et abordable à la voiture particulière. Aucune zone rurale, aucune banlieue ne peut être oubliée des réseaux de mobilités. Les gares deviendront des lieux de vie de proximité, avec des services et seront au cœur d'une politique de redynamisation des territoires, sur la dizaine de lignes ferroviaires que nous avons l'intention de rouvrir dans toute notre Grand Région.

2. **(Fret et logistique) Vous paraît-il opportun voire nécessaire que la région développe une stratégie logistique, et si oui avec quels objectifs, et quels leviers ?**

Il paraît essentiel que la Région développe une stratégie logistique pour réduire le nombre de camions sur les routes, limiter la pollution de l'air et décongestionner les grands axes. Pour cela, nous nous engageons sur plusieurs leviers :

- **Développer le fret ferroviaire** : notamment pour le transport des céréales en Champagne-Ardenne et le fret des produits manufacturés dans la vallée du Rhin et le Sillon Lorrain. Prévoir la modernisation de la voie entre Strasbourg et Lauterbourg permettant d'ouvrir la voie ferrée côté français au fret ferroviaire depuis Rotterdam jusqu'à Bâle.
- **Développer des plateformes de fret combinées à la LGV** : Champagne Ardenne, Louvigny
- **Financer le ferroutage** : sur les axes Luxembourg-Perpignan, pour l'Aéroport de Vatry, créer une plateforme de fret combinée à la LGV
- **Investir dans des évitements ferroviaires** de manière à créer des itinéraires alternatifs aux nœuds ferroviaires urbains : déviation du sillon lorrain par Jarny & Lérouville par exemple, ou itinéraire fret Le Havre – Châlons – Dijon via Amiens
- **Mettre en place un grand plan pour le transport fluvial de marchandises** : modernisation des ports, aide financière, anticipation des périodes de manque d'eau sur les courts d'eau navigables.

3. (Services de transport) Considérez-vous nécessaire de faire évoluer l'offre, l'usage et la tarification des transports publics (ferroviaires et routiers), avec quels objectifs et quels moyens, financiers notamment ?

Nous pensons indispensable de développer l'offre de transports publics décarboner. Pour il faut garantir un réseau ferroviaire efficace, dans tous les territoires de notre région. Pour que le plus grand nombre de nos concitoyens puissent avec accès aux transports, il faut aussi mettre en place une politique de tarification avantageuse, notamment pour les jeunes. Nous proposons donc :

- **D'investir 1 milliard d'euros supplémentaires pendant notre mandat, afin de rouvrir et de renforcer une dizaine de lignes ferroviaires de proximité.** Les gares deviendront de véritable lieu de vie en lien avec des projets de territoires. Nous soutiendrons également le développement des projets de réactivation des étoiles ferroviaires autour des villes (RER urbains) et la hausse du cadencement des trains.
- **De mettre en place la Gratuité des transports scolaires de la maternelle au lycée et des TER pour les moins de 25 ans.** Pour un coût de 32 millions d'euros par ans (sur les 900 millions d'euros dépensés pour la mobilité chaque année par la région), cette mesure permettra d'aider financièrement les familles des 780 000 élèves de la Région, de donner un avantage financier aux transports en commun face à l'utilisation de la voiture individuelle et de permettre aux jeunes, notamment dans les zones rurales, de se rendre sur les lieux culturels, d'éducation, de formation, etc.

4. (Infrastructures et investissement) En matière d'investissement, quelles seront vos priorités, et comment envisagez-vous la négociation du futur contrat de plan Etat-région ?

La Région Grand Est a déjà adopté le document-cadre qui s'articule sur 4 grands piliers :

- la transition écologique,
- la compétitivité et l'attractivité du territoire,
- la cohésion sociale et territoriale
- la coopération transfrontalière (ce dernier point illustrant la spécificité du territoire).

La prochaine phase est la déclinaison opérationnelle qui doit intégrer la ventilation des crédits. Nous serons vigilants à ce que les projets répondent aux exigences de transition écologique que nous portons.

Nous souhaitons que ces projets soient le fruit d'un partenariat étroit avec les collectivités locales.

Le CPER sera indispensable pour la remise à niveau et le développement des lignes ferroviaires de proximité, ce point étant une priorité de notre programme.

5. (Recherche et expertise technique) Souhaitez-vous que la région participe activement au financement des programmes de recherche nécessaires à la mutation des systèmes de transport, et comment envisagez-vous de renforcer l'expertise des services de la région sur les différentes dimensions de la politique régionale des transports ?

Ce qui nous apparaît comme urgent c'est la réalisation d'un schéma régional des transports, qui n'a pas été mis en place par la majorité sortante. Ce schéma, qui intégrera l'ensemble des modes de déplacements, doit être un outil d'aide à la décision pour avoir une véritable stratégie de mobilité dans notre région. Oui nous participerons activement aux programmes de recherche et nous aurons une veille active sur ce qui peut se faire sur les autres territoires afin de mutualiser les bonnes pratiques.